



AGADEV
AGENCE GABONAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT
DE L'ÉCONOMIE VERTE

NOTE

verte

NUMÉRO 3

LE BAROMÈTRE DE L'ÉCONOMIE VERTE AU GABON



**Nos ressources,
nos règles :**
la genèse d'un principe

**Vers une souveraineté
commerciale :**
lorsque le Gabon
négocie en direct

La relève :
la jeunesse s'empare du
terrain



Sommaire

NOTE verte

LE BAROMÈTRE DE L'ÉCONOMIE VERTE AU GABON

Édito.....	2
5 chiffres pour lire le moment.....	3
Nos ressources, nos règles : la genèse d'un principe	4
Vers une souveraineté commerciale : lorsque le Gabon négocie en direct	5
Former ceux qui négocieront demain.....	6
La relève : la jeunesse s'empare du terrain.....	8
PFABO : des visages pour une filière	10
Une gouvernance qui se consolide.....	12
Lire le mouvement	14

Édito

Pendant longtemps, la valeur des ressources africaines s'est écrite ailleurs. Dans les laboratoires du Nord, dans les cahiers des charges des acheteurs internationaux, dans des chaînes de valeur pensées loin des territoires qui portent pourtant la ressource. Le Gabon a fourni. Rarement négocié. Jamais fixé les règles.

Quelque chose bouge.

Ce troisième numéro documente un changement de posture, plus que de nouveaux instruments. La désignation de l'AGADEV comme Autorité nationale compétente pour le Protocole de Nagoya, déjà évoquée dans notre précédent numéro, n'était qu'un premier acte. Elle posait un principe simple : tout accès à nos ressources génétiques doit désormais passer par un cadre de partage des bénéfices. Ce numéro montre ce principe à l'œuvre, décliné sur plusieurs fronts à la fois.

Sur l'iboga, plante à la valeur scientifique et thérapeutique croissante, le Gabon refuse de laisser la ressource filer sans cadre — ni la biopiraterie, ni

l'exploitation sans retour pour le pays. Sur le terrain commercial, des discussions s'ouvrent avec des acteurs internationaux de premier plan, dans une logique inédite : vendre en direct, plutôt que subir des intermédiaires qui captent l'essentiel de la valeur en amont. Dans les laboratoires de l'USTM, une génération de chercheurs se prépare à porter, demain, ces négociations elle-même — sans complexe, avec la maîtrise du sujet.

*Nos ressources, nos règles.
C'est cette phrase, née
autour de l'iboga, qui
pourrait bien résumer l'esprit
de ce moment gabonais*

Rien de tout cela n'est encore acquis ni achevé. Des discussions se poursuivent, des cadres réglementaires restent à finaliser, des filières continuent d'apprendre à tenir la cadence. La transition ne se décrète pas en un trimestre. Mais la direction, elle, devient nette.

Le Gabon ne cherche plus seulement à valoriser ce qu'il possède. Il cherche à décider comment cette valeur se négocie, se partage, se transmet. C'est un changement de nature, pas seulement d'intensité.

5 Chiffres pour lire le moment

1 572 Mds\$

Valeur économique des forêts gabonaises
Banque Mondiale —
Comptabilité du capital
naturel au Gabon, fév.
2025

19,2 hag

Biocapacité par habitant la plus élevée au monde (chiffre réintégré)
Global Footprint Network
— données nationales
consolidées · Citer la source
primaire GFN

0,5%

Déforestation du couvert forestier cumulée entre 2000 et 2020, l'un des taux les plus faibles au monde
Banque Mondiale — Étude bassin du Congo,
fév. 2025 · Taux cumulatif, non annuel

2 Mds tonnes

de CO₂ séquestrées annuellement par la forêt gabonaise
Banque Mondiale —
Comptabilité du capital
naturel au Gabon, fév. 2025

2

laboratoires de l'USTM en cours de réhabilitation complète, financés via convention avec l'AGADEV
AGADEV, juin 2026 · Fait
interne sous responsabilité
de l'Agence

Nos ressources, nos règles : la genèse d'un principe

Tout État souverain a le droit de contrôler l'accès à son patrimoine naturel. Le Gabon vient de se donner les moyens de l'exercer réellement.

La volonté du Gabon est de maîtriser l'exploitation de ses ressources naturelles. Le Protocole de Nagoya encadre cette initiative. Pour la matérialiser, l'AGADEV a été désignée Autorité Nationale Compétente du Protocole de Nagoya. Dans les faits, tous investisseurs, chercheurs ou commerçants qui veulent avoir accès aux ressources biologiques gabonaises doivent prendre attache avec l'Agence pour être en conformité avec le protocole, les conditions d'exploitation et les attentes de la partie gabonaise.

Cette démarche vise au respect du consentement préalablement donné en connaissance de cause, afin de garantir l'authenticité, la qualité de la ressource biologique et l'organisation des retombées économiques pour les communautés locales. Pour les partenaires internationaux, c'est une garantie juridique. Pour le Gabon, c'est un levier de négociation.



Vers une souveraineté commerciale : lorsque le Gabon négocie en direct

L'appui aux modèles économiques durables nécessite des changements de paradigmes et de posture. Dans cet élan, le Gabon se dispense d'intermédiaires pour mobiliser les fonds et attirer des investisseurs.

L'AGADEV, dans son objectif de relier les coopératives locales aux marchés nationaux et internatio-

naux, est en discussion avancée avec plusieurs groupes phares du milieu cosmétique et pharmaceutique. Ces échanges pourraient aboutir à des signatures de protocoles d'accord, contrats de vente ou accords d'exploitation, offrant des débouchés à forte valeur ajoutée aux acteurs du Comptoir MAIVOU entre autres.

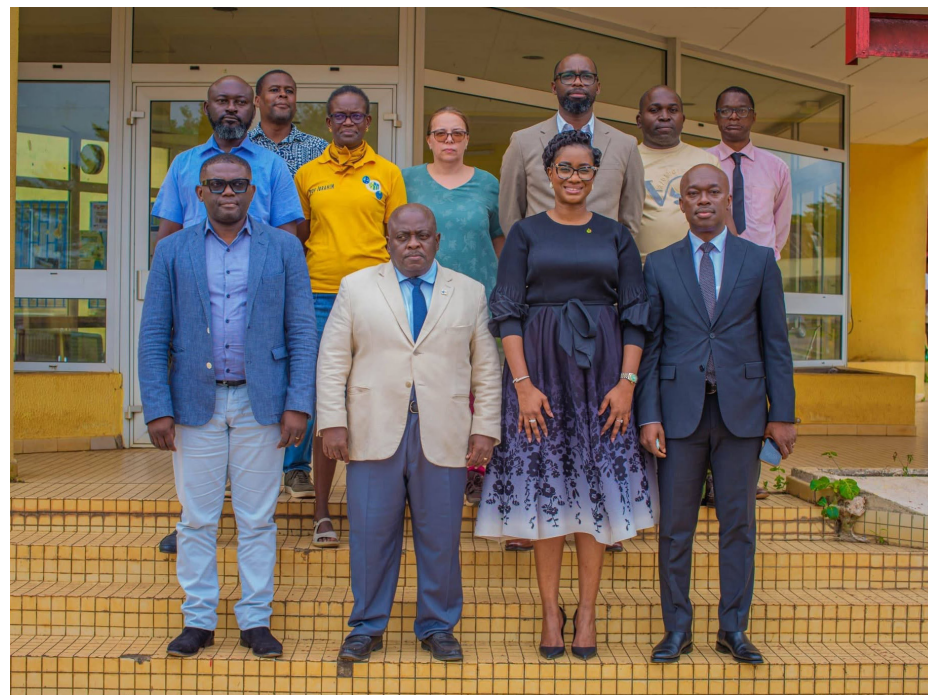
Ce n'est pas le Gabon qui démarche le luxe ou l'industrie. C'est la rencontre entre ce que ces marchés recherchent, des matières naturelles rares, tracées, régénératrices et ce que le Gabon est désormais en mesure d'offrir : des produits transformés, certifiés, avec une histoire d'origine.



Former ceux qui négocieront demain

La souveraineté sur les ressources naturelles ne se réduit pas à des décrets et des accréditations. Elle se construit aussi dans les laboratoires et les amphithéâtres. Un pays qui dépend de l'expertise étrangère pour analyser ses propres ressources naturelles reste structurellement dépendant, quels que soient les cadres juridiques qu'il adopte.

C'est dans cet esprit que l'AGADEV a pris l'initiative de soutenir, via une convention, la réhabilitation complète (bâtiments et équipements) de deux laboratoires de l'Université des Sciences et Techniques de Masuku (USTM). Ce n'est pas un acte isolé. C'est un investissement stratégique dans la chaîne de valeur de l'économie verte gabonaise.



La souveraineté dont on parle tant aujourd'hui, c'est le jour où un jeune Gabonais, formé ici, à l'USTM, saura négocier un accord climatique international sans complexe, parce qu'il en maîtrise chaque clause mieux que quiconque en face de lui. C'est ce jour où une jeune Gabonaise dirigera un laboratoire de recherche sur notre biodiversité, non pas comme assistante d'un programme étranger, mais comme cheffe de file reconnue. Ce jour n'est pas un rêve lointain. Il commence maintenant.

Dans un monde où les relations entre États sont de plus en plus soumises aux aléas géopolitiques, la dépendance aux connaissances extérieures est un risque systémique. Former une génération de chercheurs et de

négociateurs gabonais capables de produire, d'analyser et de valoriser eux-mêmes les données sur la biodiversité du pays : c'est l'un des investissements les plus discrets et les plus structurants que l'AGADEV réalise.

La relève : la jeunesse s'empare du terrain

Le 13 juin 2026, l'AGADEV a organisé sa première Journée de Sensibilisation aux Métiers Verts. Le lieu n'est pas anodin : l'Arboretum Raponda Walker, au Cap Estérias, au cœur de la forêt qui borde Libreville. Des étudiants de l'Université Omar Bongo, de l'Institut National des Sciences de Gestion et d'Em Gabon ont passé une journée à comprendre l'économie verte depuis l'intérieur de l'écosystème qu'ils sont appelés à gérer.

À la suite de présentations et de jeux de questions-réponses, les jeunes ont cerné les possibilités d'un enrichissement économique tout en sauvegardant le capital naturel qui les entoure. Ils ont rempli le Mur des Engagements avec enthousiasme. L'initiative dit quelque chose d'important : la prochaine génération de décideurs gabonais ne découvrira pas le capital naturel comme un concept théorique. Elle l'aura vécu, touché, questionné. C'est ainsi que se construisent des vocations durables dans les métiers verts.

L'économie verte gabonaise aura besoin, dans dix ans, d'ingénieurs en biodiversité, de négociateurs en crédits carbone, d'experts en traçabilité des ressources génétiques. Les former maintenant, c'est poser les fondations d'une souveraineté qui ne dépende pas des experts expatriés.



PFABO : des visages pour une filière

Les Produits Forestiers Autres que le Bois d'Œuvre (PFABO) bénéficient d'un programme dédié : les Champions Nationaux des PFABO. Trois essences concentrent aujourd'hui l'attention. La vedette de ce trimestre est la résine d'Okoumé.



Essence	Aucoumea klaineana Essence emblématique du Gabon
Origine	Sous-produit de l'exploitation forestière
Propriétés	Résine naturelle aux propriétés adhésives et protectrices, bonne stabilité chimique, facilement transformable
Usages	Vernis et résines industrielles, cosmétique, chimie verte (substitution aux dérivés pétrochimiques)
Enjeu stratégique	Transformer un sous-produit forestier en ressource industrielle valorisée localement
Freins	Faible structuration de la collecte, peu de transformation locale, manque de standards qualité

Produit à forte valeur ajoutée, présent principalement dans les régions côtières et les massifs forestiers du centre du Gabon, la résine d'Okoumé suscite un intérêt croissant parmi les acteurs du Comptoir MAIVOU. Une tournée de sensibilisation dans la province de l'Estuaire a mis au

jour un circuit économique embryonnaire dans le département du Komo-Océan. La filière commence à fonctionner comme un système. Le pas suivant est de lui donner des standards et des débouchés à la hauteur de son potentiel.



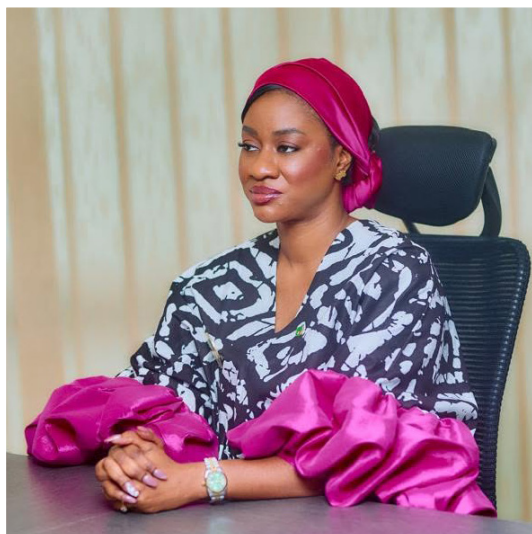
Une gouvernance qui se consolide

Une institution est crédible quand sa gouvernance est lisible. L'AGADEV vient de franchir une étape décisive sur ce plan.

Soucieux de renforcer le modèle institutionnel de l'AGADEV, le Ministère de l'Économie, des Finances, de la Dette et des Participations a présidé l'installation de Monsieur Auguste Bibaye Itanda en qualité de Président du Conseil d'Administration. Ancien officier supérieur des Forces armées gabonaises et ancien Délégué Spécial de la ville de Lambaréné, le nouveau Président apporte une combinaison de rigueur institutionnelle et d'ancrage territorial.

La souveraineté économique, la souveraineté climatique et le rayonnement diplomatique du Gabon sur la scène internationale — l'action de l'AGADEV s'inscrit dans le troisième axe du Cadre National de Développement : Patrimoine naturel préservé et valorisé.

La Directrice Générale, Madame Scyrielle P. Sende Etali, a salué cette nomination et réaffirmé l'engagement des équipes de l'Agence à traduire en résultats concrets les orientations définies par le Conseil d'Administration. Cette coordination entre gouvernance et direction exécutive envoie un signal fort aux partenaires et investisseurs : les décisions de l'AGADEV s'inscrivent dans un cadre institutionnel robuste et cohérent.



Lire le mouvement

NOS RESSOURCES NOS RÈGLES

La désignation du Président du Conseil d'Administration, son entente avec la Direction Générale, renforcent l'image d'une gouvernance institutionnelle cohérente de l'AGADEV. Le statut d'Autorité Nationale Compétente pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya donne une connotation active au principe Nos ressources, nos règles, en crédibilisant le changement de posture du Gabon dans ses négociations.

Des cadres réglementaires d'exploitation des ressources sont en gestation, et des attributions sont décernées. Le cas de l'iboga, devenu patrimoine stratégique national, en est l'illustration la plus récente. Sensibiliser et former la jeunesse aux enjeux d'une économie verte souveraine confirme le changement de mentalité et la dynamique nouvelle dans laquelle veut s'inscrire le pays sur le long terme.

Pour un investisseur ou un partenaire international, le moment est stratégique. Les pays qui entrent dans ces dynamiques en phase de structuration capturent les positions les plus favorables. Ceux qui attendent la phase de maturité arrivent quand les conditions ont déjà été négociées par d'autres.

“Nos ressources, nos règles” n’est pas un slogan. C’est un programme. Ce numéro en documente les premières traductions concrètes.

Le Gabon n’est plus en phase de promesses. Il est en phase d’entrée. La question n’est plus « est-ce que ça va se faire ? » mais « qui sera présent quand ça se fait ? »



À PROPOS DE L'AGADEV

Créée par l'Ordonnance n° 0003/PT-PR du 22 janvier 2025, et placée sous la tutelle du Ministère de l'Économie, des Finances, de la Dette et des Participations, l'Agence Gabonaise pour le Développement de l'Économie Verte (AGADEV) a pour mission de transformer le patrimoine naturel exceptionnel du Gabon en opportunités économiques, sociales et environnementales durables.

L'AGADEV est l'opérateur institutionnel de la stratégie d'économie verte souveraine du Gabon. Elle est accréditée auprès du Fonds Vert pour le Climat et désignée Autorité Nationale Compétente pour la mise en œuvre du Protocole de Nagoya.

Notre rôle d'architecte de l'économie verte :

- Modélisation des crédits carbone et biodiversité
- Valorisation du capital naturel dans toutes ses dimensions
- Développement d'un pôle d'excellence de l'économie verte
- Mobilisation des financements climatiques internationaux

AGADEV

Immeuble des Palétuviers,
Sablière, Libreville

www.agadev-gabon.com

Facebook · LinkedIn · X

@AgadevGABON

TikTok @agadevgabon



AGADEV
AGENCE GABONAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT
DE L'ÉCONOMIE VERTE

Transformer notre capital naturel en opportunité pour demain

Immeuble des Palétuviers
Sablière, Libreville
065 65 89 88 / 074 65 89 88
www.agadev-gabon.com

 AGADEV
 AGADEV
 @AgadevGABON
 @agadevgabon